

Ça suffit ! Reprenons le débat présidentiel



Un débat présidentiel, cela ne s'engage que tous les cinq ans. Nous sommes aujourd'hui très nombreux à vouloir que le débat public se recentre sur les enjeux qui sont ceux de la France et des Français.

Avec Marc Le Fur

Vendredi 3 février, nous venons de vivre un attentat en plein Paris, au Louvres - quel symbole ! - et nous ne parlerions plus des mesures que le nouveau Président de la République devra prendre pour la sécurité des Français, la question de l'équipement de nos armées, de la lutte contre le totalitarisme islamique ! Nous avons appris, mardi 7 février, que notre balance commerciale s'est de nouveau dégradée, preuve que nous perdons en compétitivité sur les marchés extérieurs. Que fera le nouveau Président de la République pour redonner de la compétitivité aux entreprises ? La polémique enfle au sujet des mesures engagées par M. Trump quant à l'immigration aux Etats-Unis et nous sommes incapables de débattre sur l'immigration que nous voulons en France dans les années à venir. Les normes d'urbanisme et les normes environnementales se sont multipliées à l'initiative d'un Gouvernement auquel appartenait M. Macron et nous n'aurions pas de débat sur la nécessaire simplification de notre administration.

Le prix du lait est durablement bas et on n'a jamais connu autant de faillites dans l'agriculture. Que disent les candidats aux agriculteurs, aux commerçants, aux artisans alors qu'ils ont été les premières victimes de la crise ? La France se coupe en deux, d'un côté les métropoles qui prospèrent et de l'autre l'immense majorité du territoire qui régresse. Le symbole en est le retard croissant du monde rural dans l'accès au très haut débit Internet. Ce que Christophe Guilluy appelle la "France périphérique", est oublié et nous n'évoquerions pas les mesures pour corriger les dérives du "déménagement du territoire". La hausse des taux d'intérêt qui est devant nous représente une menace stratégique pour l'Etat et les collectivités et nous n'engagerions aucun débat sur la nécessaire baisse de la dette.

Plus de 120 000 jeunes sortent tous les ans du système éducatif et nous n'aurions aucun échange sur la question des méthodes d'apprentissage et sur la nécessaire liberté qu'il faut donner aux enseignants et aux établissements dans ce domaine. Nous comptons près de 1.3 millions de personnes dépendantes et nous n'engagerions pas le débat sur le financement de leur prise en charge ! Enfin, chiffre le plus dramatique, nous comptons près de 5.5 millions de chômeurs et nous ne nous poserions pas les questions vitales du coût de l'emploi, de l'adéquation avec la formation, des emplois vacants ! C'est sur ses sujets là qu'il faut que la France se positionne. Si nous ne le faisons pas maintenant, nous n'en aurons plus l'occasion. Si nous n'avons pas un tel débat, le quinquennat qui suivra sera dans la même impasse que celui qui s'achève. Dans l'état où est la France, cette élection présidentielle n'a jamais été aussi importante depuis 30 ans. Cela vaut un vrai débat présidentiel qui va au fond des choses et qui tranche. C'est indispensable pour que nous ayons un quinquennat efficace pour la France.